



LA FRANCE DANS LA NOUVELLE EUROPE

Assumer le changement d'échelle

Christian Lequesne



SciencesPo.
Les Presses

Extrait de la publication

LA FRANCE DANS LA NOUVELLE EUROPE

Extrait de la publication

LA FRANCE DANS LA NOUVELLE EUROPE

Assumer le changement d'échelle

Christian Lequesne

(**Nouveaux**
Débats)

Extrait de la publication



Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)

La France dans la nouvelle Europe / Christian Lequesne – Paris : Presses de Sciences Po, 2008.

ISBN 978-2-7246-1085-7

RAMEAU :

- Union européenne – France – 1990-....
- Union européenne – Opinion publique
- Opinion publique – France – 1990-....

DEWEY :

- 341.23 : Droit des organisations internationales, organisations de l'Union européenne

Public concerné : Public intéressé

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée). Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2008. PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Sommaire

<i>Avant-propos</i>	7
<i>Introduction</i>	11
<i>Chapitre 1</i>	
LE « FONCTIONNALISME TRANQUILLE »	
DE LA DÉCENNIE 1980	15
Le franc reste dans le Système monétaire européen	18
Le marché européen pour moderniser la France	21
L'engrenage vers l'Union économique et monétaire	30
<i>Chapitre 2</i>	
L'OUVERTURE À L'EST	
L'ACCEPTATION SANS CONVICTION	39
La réunification allemande contre la monnaie unique	39
La Confédération plutôt que l'adhésion	46
Accompagner un élargissement rationalisé	51
Des divisions sur l'Irak à la relance de Nicolas Sarkozy	63
<i>Chapitre 3</i>	
LES ÉLITES POLITIQUES FRANÇAISES	
FACE AU CHANGEMENT D'ÉCHELLE	73
Une certaine nostalgie fédéraliste de la petite Europe	74
Les eurosceptiques et l'invention du plombier polonais	80
Controverses autour de l'adhésion de la Turquie	87

Chapitre 4

LES CRAINTES D'UNE EUROPE LIBÉRALE	99
Le « non » au référendum du 29 mai 2005	99
Défiance sociale et peur du marché	108
« Libéralisme » et « libéral » : des consonances négatives	110
Une économie qui profite du marché européen	116

*Chapitre 5***TROUVER SA PLACE DANS UNE UNION**

QUI A CHANGÉ D'ÉCHELLE	123
Exercer un <i>leadership</i> dans une Union	
à vingt-sept	123
Réussir la présidence française de 2008	129
Renoncer au discours négatif sur l'élargissement	138
Penser l'Union européenne élargie	142

Conclusion

147

Avant-propos

Plusieurs raisons m'ont poussé à écrire cet essai sur la place impartie à la France dans une Union européenne de vingt-sept membres.

D'abord, mon premier livre : publié en 1993, il analysait des interactions entre les institutions de la France et l'Union européenne¹. Grâce aux facilités de recherche offertes par le CERI (Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po), le matériau de ce premier livre avait été collecté largement à la fin des années 1980 et au début des années 1990, période où la politique européenne de la France était encore marquée par ce que j'appelle dans les pages qui suivent un « fonctionnalisme tranquille ».

J'ai eu ensuite la chance entre 2004 et 2008 de quitter la France pour vivre des expériences personnelles dans cette Union européenne à vingt-sept, d'abord pendant deux ans et demi à Prague, puis encore deux ans à Londres. Ce recul m'a conduit à développer un regard différent sur mon propre pays, nourri par la perception qu'en avaient d'autres Européens en cette deuxième moitié des années 2000. Dès mon expérience en République tchèque, où j'ai vécu comme directeur du Cefres (Centre français de recherche en sciences sociales), un moment passionnant de ma vie professionnelle, j'ai senti l'intérêt de revenir à

1. Paris-Bruxelles. Comment se fait la politique européenne de la France, *Paris, Presses de Sciences Po, 1993*.

l'étude de la France. Certainement parce que je devais, en tant que directeur d'un institut de recherche français installé dans un nouvel État membre de l'Union, répondre régulièrement aux interrogations de mes interlocuteurs tchèques sur la France. « Est-il vrai que les Français ont voté non au référendum de mai 2005 parce qu'ils n'aiment pas l'élargissement à nos pays ? », « Pourquoi les Français s'opposent-ils tant à la directive Bolkestein sur la libéralisation des services ? », « Les Français acceptent-ils vraiment l'économie de marché ? » Ces questions régulières m'ont incité à devoir réfléchir à des réponses. C'est à la London School of Economics and Political Science (LSE), de 2006 à 2008, que j'ai cependant trouvé le temps d'entreprendre l'écriture de ce livre, grâce à la chaire de professeur invité créée conjointement par Sciences Po et la LSE, avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères.

Qu'il me soit permis de remercier Richard Descoings, directeur de Sciences Po, et Francis Vérillaud, directeur des affaires internationales, de m'avoir fourni l'occasion de séjourner à Londres, ainsi que Sir Howard Davies, directeur de la LSE, Sarah Worthington, directrice adjointe, et les directeurs de l'European Institute de la LSE, Kevin Featherstone et Damian Chalmers, qui m'ont accueilli chaleureusement et considéré, pendant deux ans, comme un membre à part entière de la faculté.

Je remercie aussi Xavier d'Aumale, étudiant de Sciences Po en séjour d'études à Londres, de son travail précieux de recherche documentaire et de relecture du manuscrit qui a pu être financé grâce à des crédits de recherche accordés par la LSE.

Qu'il me soit permis d'exprimer ma reconnaissance à tous les collègues et amis avec lesquels j'ai eu l'occasion

d'échanger sur ce travail à un moment ou un autre, en particulier à Prague et à Londres. Parmi eux : Hana Netukova, Lenka Rovna, Lukas Pachta, Lukas Macek, Philippe Ray, Maurice Fraser, Helen Wallace, Anne Corbett, Edwige Girardin. J'ai aussi profité de mes échanges épistolaires réguliers avec Alfred Grosser et Jean-Louis Quermonne, mes « maîtres » à Sciences Po, qui, la retraite universitaire bien entamée, ont conservé une activité intellectuelle et une capacité critique admirables. Un mot particulier pour Jean-Luc Goester et Laurence Auer, conseillers culturels auprès de l'ambassade de France, respectivement à Prague et à Londres. De nos contacts de travail très agréables, je retiens la conviction que si les codes de travail de la diplomatie et de l'université sont forcément différents, construire une coopération confiante entre les deux univers professionnels est grandement possible. J'exprime aussi mes remerciements à mes étudiants du Cefres, de la Faculté des sciences sociales de l'Université Charles à Prague, et du Master of Politics and Government in the European Union de la LSE pour tous les échanges critiques que nous avons eus sur l'Europe, et sur la France en Europe. Marie-Geneviève Vandesande, directrice des Presses de Sciences Po, a été une lectrice attentive et un soutien amical.

Enfin, la rédaction de ce nouvel ouvrage n'aurait pas été possible sans la tolérance de Monique, Matthieu et Juliette. Mieux comprendre la France en appréhendant l'Europe élargie a été aussi notre vécu partagé pendant cinq ans.

Le Croisic, août 2008.

Introduction

Vingt-sept membres en 2008 contre douze seulement en 1994. Le nombre d'États de l'Union européenne a plus que doublé en une décennie. Il s'accroîtra encore lorsque les pays des Balkans occidentaux, et peut-être la Turquie ou l'Ukraine viendront la rejoindre. Ce changement structurel est la conséquence directe du nouveau paysage géopolitique qui s'est imposé en Europe après les bouleversements de 1989 : fin de l'Union soviétique, réunification de l'Allemagne, et retour à la démocratie des pays d'Europe centrale et orientale libérés du joug communiste.

L'élargissement de l'Union européenne devrait être considéré comme un succès de l'entreprise européenne. Robert Schuman, l'un des Pères français de la Communauté européenne, n'écrivait-il pas en 1963 : « Nous devons faire l'Europe dans l'intérêt des peuples libres, mais aussi pour pouvoir y accueillir les peuples de l'Est qui, délivrés des sujétions qu'ils ont subies jusqu'à présent, nous demanderaient leur adhésion et leur appui moral. Nous considérons comme partie intégrante de l'Europe tous ceux qui ont le désir de nous rejoindre dans une Communauté reconstituée¹. »

En France, pays fondateur de l'entreprise européenne, l'élargissement a pourtant suscité davantage d'inquiétude

1. Robert Schuman, France-Forum, 52, janvier 1963. Je remercie Jean-Louis Quermonne d'avoir attiré mon attention sur cette phrase de Schuman.